

J'ai longtemps hésité à publier un recueil d'essais sur la seule question de la « reproduction » tant il me paraissait artificiellement abstrait de la séparer ainsi des thèmes et des combats sur lesquels je travaille depuis des années. Il y a cependant une logique derrière le regroupement des textes ici présentés : la question de la reproduction – par quoi je désigne l'ensemble des activités et des relations au moyen desquelles notre vie et notre travail sont quotidiennement reconstitués – est en effet le fil conducteur de mes écrits et de mon activisme politique.

La confrontation avec le « travail reproductif » – soit, en premier lieu, les tâches ménagères, domestiques – aura été une expérience décisive pour de nombreuses femmes de ma génération, devenues adultes dans l'après-guerre. Après deux conflits mondiaux qui, en l'espace de trente ans, avaient décimé plus de soixante-dix millions de personnes, le miroir aux alouettes de la vie de famille et la perspective de sacrifier notre existence à seule fin de produire davantage de travailleurs et de soldats pour l'État ne nous faisaient plus rêver. En fait, plus encore que l'indépendance conférée aux femmes par la guerre – et symbolisée aux États-Unis par l'image iconique de Rosie la Riveteuse –, c'est le souvenir du carnage dans lequel nous étions nées qui, dans la période d'après-guerre et particulièrement en Europe, déterminait notre rapport à la reproduction. Ce chapitre de l'histoire du mouvement féministe international reste d'ailleurs à écrire¹. Pourtant, quand je me souviens des

1. L'article de Leopoldina FORTUNATI « La famiglia : verso la ricostruzione », pose un des premiers jalons de cette histoire. Il examine les principales transformations opérées par la guerre dans l'organisation de la famille italienne et européenne, à commencer par l'autonomie accrue des femmes, leur refus de la discipline familiale et de la dépendance à l'égard des hommes. Fortunati, pour qui la Deuxième Guerre mondiale est une attaque massive contre la classe ouvrière en ce sens qu'elle a massivement

expositions sur les camps de concentration qu'on nous emmenait voir, à l'école, ou des discussions, à table, sur le nombre de fois où nous avons failli mourir sous les bombes parce qu'il fallait courir en pleine nuit sous le ciel embrasé à la recherche d'un abri, je ne peux m'empêcher de me demander à quel point ces expériences vécues ont pesé sur mes décisions, et sur celles d'autres femmes, de ne pas avoir d'enfants, de ne pas être une femme au foyer.

Cette perspective anti-guerre explique peut-être pourquoi nous ne pouvions pas adopter une position réformatrice, à la différence des féministes qui nous avaient précédées et qui critiquaient elles aussi la famille et le travail domestique. Quand je relis la littérature féministe du début des années 1970, je suis frappée de n'y trouver aucun des sujets qui préoccupaient les féministes des années 1920, à l'époque où, en pratique comme en théorie, la grande question était d'imaginer autrement « la maison », les tâches domestiques qui vont avec, ses technologies et la distribution de ses espaces (Hayden, 1982). La guerre représente un moment charnière, dans l'histoire des femmes, et sans doute est-ce pour cela qu'il fut ensuite possible, pour la toute première fois, d'être féministe sans plus s'identifier aux tâches reproductives, aussi bien celles accomplies pour d'autres, à l'extérieur, que celles que réclame la famille. Et cependant, loin d'avoir disparu, la menace de la guerre s'est amplifiée avec le développement des armes nucléaires.

Crucial pour la politique féministe, le thème du travail domestique était au pivot de la Campagne internationale pour le salaire ménager¹ que j'ai rejointe dès sa création, en 1972, et pour laquelle j'ai milité pendant les cinq années suivantes. Unique en son genre, *Wages for Housework* (WfH) rassemblait des courants politiques en provenance de différentes parties du monde et de différents secteurs du prolétariat planétaire, chacun enraciné dans une histoire particulière de luttes et tous en quête d'un terrain commun fourni par notre féminisme transformé

détruit la force de travail, écrit que ce conflit « a déchiré la trame de la reproduction de la classe ouvrière en sapant irrémédiablement les bénéfices les plus minimes qu'en retiraient les femmes qui se sacrifiaient pour leur famille. [...] le modèle de la famille d'avant-guerre a disparu sous les décombres » (FORTUNATI, 1976 : 82).

1. International Wages for Housework Campaign.

par lui. Alors que la plupart des féministes trouvaient leurs repères dans la politique libérale, anarchiste ou socialiste, les femmes qui ont lancé WfH s'étaient formées au militantisme dans des organisations se réclamant du marxisme et elles s'étaient engagées aux côtés du mouvement anticolonialiste, du mouvement pour les droits civiques, du mouvement étudiant ou de l'opéraïsme italien¹. Né en Italie au début des années 1960, dans la foulée des grandes mobilisations ouvrières, l'opéraïsme est à l'origine d'une critique radicale du « communisme » et d'une relecture de Marx qui ont influencé toute une génération d'activistes et dont la puissance analytique n'est pas épuisée, à en juger à l'intérêt que le mouvement autonomiste italien continue de susciter un peu partout dans le monde².

C'est en analysant la « question femmes » à partir des catégories repérées par ces mouvements et *contre* ces catégories, que nous en sommes venues à considérer que le travail domestique est le principal facteur de l'exploitation des femmes en système capitaliste – thème que partagent la plupart des articles réunis dans cet ouvrage. Comme l'expliquent parfaitement Samir Amin, Gunder Franck et Frantz Fanon, le mouvement anticolonialiste nous a appris à prolonger l'analyse marxienne du travail non rémunéré au-delà des limites de l'usine, et ainsi à comprendre que le foyer et le travail qu'il réclame ne sont en rien étrangers au travail à l'usine, qu'ils lui servent au contraire de soubassement. Le mouvement anticolonialiste nous a également appris que les protagonistes de la

1. L'opéraïsme est un courant marxiste qui tire son nom du mot *operaio*, « ouvrier » en italien. Pour ses théoriciens (Adriano Sofri, Mario Tronti, Antonio Negri et Michael Hardt, notamment), l'auto-émancipation de la classe ouvrière, idée centrale du marxisme, permettra seule d'en finir avec le capitalisme – et donc avec l'exploitation de la masse salariée des « travailleurs ». Leurs analyses qui s'appuient sur le « miracle économique » que connaît alors l'Italie, et sur le constat que le capital et la bourgeoisie ont su tirer profit des victoires du mouvement ouvrier, les conduisent à remettre radicalement en cause les syndicats et les partis de gauche traditionnels. Le mouvement opéraïste qui connaît son apogée lors de « l'automne chaud » de 1969, avec le ralliement des étudiants à la cause de l'autonomie ouvrière, se divise ensuite en deux organisations principales : « Potere operaio » et « Lotta continua » (NdE).

2. Sur l'opéraïsme italien et le mouvement autonomiste qui en est héritier, voir Harry CLEAVER, 2000 : 23-80)

lutte des classes ne se recrutent pas seulement parmi les salariés masculins du prolétariat industriel, mais aussi et surtout parmi les esclavagisés, les colonisés, les masses de travailleurs non payés marginalisés par les annales de la tradition communiste et auxquels il convient désormais d'ajouter la figure de la ménagère prolétaire, autrement dit la sujet¹ de la (re)production de la force de travail.

Le contexte social et politique dans lequel s'est construit le mouvement féministe a facilité cette identification. Dans l'histoire américaine, depuis le *xix*^e siècle au moins l'essor de l'activisme féministe suit à la trace l'essor des mouvements de libération noirs. Le mouvement féministe de la seconde moitié du *xx*^e siècle ne fait pas exception à la règle. Je suis depuis longtemps persuadée que la toute première manifestation du féminisme des années 1960, aux États-Unis, fut la mobilisation des mères allocataires de l'aide sociale. Sous l'impulsion d'Africaines-Américaines elles-mêmes inspirées par le Mouvement des droits civiques, ces femmes réclamaient de l'État qu'il leur verse un salaire en contrepartie du travail qui consiste à élever les enfants, et elles ont ainsi jeté les bases sur lesquelles ont pu se développer des organisations comme *Wages for Housework*.

Du mouvement opéraïste, qui place les luttes ouvrières pour l'autonomie au cœur des relations entre le capital et la main-d'œuvre, nous avons appris que le salaire est doublement important, sur le plan politique, car s'il joue un rôle essentiel dans l'organisation de la société il sert aussi de point de levier pour contester les hiérarchies établies au sein de la classe ouvrière. En Italie, cette leçon politique a trouvé à s'appliquer dans les luttes ouvrières de l'« Automne chaud » (1969), quand les ouvriers qui revendiquaient l'égalité de salaire pour tous, assortie d'augmentations inversement proportionnelles à la productivité, ont ainsi prouvé leur détermination à obtenir, non de meilleures conventions collectives, mais la fin des divisions fondées sur les différences de

1. «Sujet» est en principe un mot neutre applicable aux deux sexes, mais en français cette qualité est occultée par la fausse neutralité du masculin. Plutôt donc que d'écrire «le sujet femme», nous choisissons de traiter ce terme avec la souplesse que la langue autorise, par exemple, dans le cas du mot «enfant» et d'écrire «la sujet / une sujet» comme on écrit «une enfant» (*NdE*).

salaire¹. De mon point de vue, cette conception du salaire – qui ne s’embarrassait plus de la distinction léniniste entre lutte politique et lutte économique – devenait un moyen d’extirper les racines matérielles de la division sexuelle et internationale du travail ; plus tard j’ai fini par y voir le « secret de l’accumulation primitive ».

La perspective que nous avons développée doit aussi beaucoup au concept opéraïste d’« usine sociale », qui traduit la théorie avancée par Mario Tronti dans *Operai e capital*². Selon Tronti, à partir d’un certain stade de développement les rapports capitalistes atteignent un tel degré d’hégémonie que le capital englobe l’ensemble des rapports sociaux, à tel point que la distinction entre société et usine s’efface : la société devient une usine et les rapports sociaux se transforment *effectivement en rapports de production*. Tronti avait alors à l’esprit la réorganisation de plus en plus poussée du « territoire », autrement dit d’un espace social structuré de façon à répondre aux besoins de la production industrielle et de l’accumulation du capital. Pour nous, cependant, il a tout de suite été clair que le circuit de production capitaliste et l’« usine sociale » qui en était le produit trouvaient leur point de départ et d’équilibre essentiel dans les cuisines, les chambres à coucher, les logements (compte tenu de leur rôle déterminant dans la production de la force de travail), puis, de là, gagnaient l’usine en passant par l’école, le bureau, le laboratoire. Façon de dire que nous ne nous sommes pas contentées d’adhérer gentiment aux leçons des mouvements mentionnés plus haut, mais qu’à force de les décortiquer nous en avons exposé les limites et que nous nous sommes emparées de leurs outils théoriques pour construire un nouveau type de subjectivité et de stratégie politiques.

La définition de cette perspective politique et la réponse aux critiques que lui adressent aussi bien les gauchistes que les féministes relient les textes qui composent la première partie de ce livre. Écrits entre 1974 et 1980, période où j’ai activement participé à l’organisation de la campagne Wages for Housework, ils visent essentiellement à mettre en évidence les différences fondamentales qui distinguent le

1. Voir le chapitre « Salaire » des *Manuscrits de 1844* de Karl MARX.

2. Traduit en français sous le titre *Ouvriers et capital* : cf. TRONTI, 1977.

travail domestique des autres formes de travail ; à démasquer le processus de naturalisation dont ce travail fait l'objet en raison de sa gratuité ; à décrire la nature et la fonction spécifiquement capitalistes du salaire ; à montrer enfin que la question de la « productivité » est historiquement liée à la lutte pour le pouvoir social. Ces textes ont surtout pour visée d'établir que les attributs de la féminité sont en réalité des « fonctions professionnelles », et de réfuter la conception tout économiste des nombreux détracteurs du salaire ménager, qui n'arrivent pas à comprendre que la rémunération n'est pas, loin s'en faut, la seule fonction de l'argent.

La campagne pour le salaire ménager a démarré à l'été 1972 à Padoue avec la formation du Collectif féministe international, composé de femmes venues d'Italie, d'Angleterre, de France et des États-Unis. L'objectif était de susciter une mobilisation féministe internationale afin d'obliger les gouvernements à reconnaître que le travail domestique est bel et bien un « travail », autrement dit une activité qui doit être rémunérée puisque, en définitive, toutes les formes de production dépendent de l'entretien de la force de travail et de la production de capital produite en conséquence. Révolutionnaire, la perspective ouverte par WfH mettait à jour les causes profondes de l'« oppression des femmes » en société capitaliste, ainsi que les grands mécanismes dont le capitalisme se sert pour asseoir son pouvoir en divisant la classe ouvrière : la dévaluation de pans entiers de l'activité humaine – à commencer par les tâches qui assurent la reproduction de la vie humaine –, et l'utilisation des salaires en variables d'ajustement pour soutirer du travail à toute une population laborieuse exclue des rapports salariaux : esclaves, colonisé-es, détenu-es, femmes au foyer, étudiant-es. Au fond, le côté pour nous révolutionnaire du programme de WfH amenait à reconnaître que le capitalisme table sur le travail reproductif non rémunéré pour contenir le coût de la force de travail. Si notre campagne réussissait à tarir à la source ce travail non rémunéré, elle arrêterait le processus d'accumulation du capital et obligerait le capital et l'État à se risquer sur un terrain commun à la plupart des femmes. Nous pensions aussi que sa force révolutionnaire porterait un coup d'arrêt à la naturalisation du travail domestique en dissipant le mythe qui le qualifie de « féminin ». Nous ne nous battions pas pour demander du travail, mais pour que les tâches

déjà accomplies par les femmes leur soient payées. Cette exigence, il faut le souligner, portait sur la rémunération du *travail domestique*, pas des femmes au foyer, car nous étions convaincues qu'il restait bien du chemin à parcourir avant d'arriver à « dégenrer » ce travail. Nous réclamions aussi que le salaire ménager soit pris en charge, non par les maris, mais par les pouvoirs publics, car l'État est le représentant du capital collectif, le vrai « mec » qui tire profit de ce travail.

Une telle problématique peut aujourd'hui paraître dépassée, notamment aux yeux des jeunes femmes qui ont encore la possibilité de n'assumer que partiellement les tâches ménagères. D'autant que par rapport à ma génération elles sont plus nombreuses à être indépendantes, tant sur le plan économique que vis-à-vis des hommes. Reste que le travail domestique n'a pas disparu, et qu'il soit « gratuit » ou rémunéré sa dépréciation, financière ou autre, reste problématique pour beaucoup d'entre nous. En plus, depuis maintenant quarante ans que les femmes travaillent à plein temps à l'extérieur, on ne peut plus soutenir, comme le faisaient les féministes des années 1970, que le salariat mène à la « libération ». Cela explique que les arguments de WfH soient aujourd'hui plus facilement acceptés, au moins sur un plan théorique. Le travail de militantes et/ou chercheuses féministes, telles Ariel Salleh (1997) en Australie ou Maria Mies (1986) en Allemagne, a joué à cet égard un rôle décisif. En se plaçant dans une perspective écoféministe qui reprend le point de vue des « colonisées », elles ont conduit l'analyse du travail reproductif à un niveau si poussé qu'aujourd'hui des universitaires féministes reprennent posément à leur compte certains des arguments de fond de WfH comme si elles venaient de les inventer. Dans les années 1970, pourtant, peu de revendications politiques suscitaient une opposition aussi véhémente.

À la fin des années 1970, une gestion de crise sciemment entretenue à l'échelle planétaire plaça sur la défensive la mobilisation internationale qui en deux décennies avait réussi à ébranler sur ses bases le processus d'accumulation capitaliste. Décidé en 1974, l'embargo sur le pétrole inaugura une longue période d'expérimentation capitaliste sur la « décomposition » de classe encadrée par le « Consensus de Washington », le néolibéralisme et la mondialisation. De la « croissance zéro »

(1974-1975) à la crise de la dette, des relocalisations industrielles aux ajustements structurels imposés à des régions de l'ancien monde colonial, un nouveau modèle voit alors le jour, qui, dans le monde entier, va radicalement modifier le rapport de force entre les travailleurs et le capital.

J'examine certains effets de ces changements sur la reproduction de la force de travail dans la deuxième partie de ce livre, ainsi que dans mes contributions à *Midnight Notes*, en particulier pour le numéro intitulé *The New Enclosures* (Midnight Notes Collective, 1992b). Je voudrais ajouter ici que les analyses initialement développées à WfH, puis dans *Midnight Notes*, m'ont aidée à comprendre que ce qui se préparait n'avait rien d'une reconversion industrielle: il s'agissait au vrai d'une restructuration des rapports de classe qui s'attaquait d'abord au processus de reproduction sociale (*ibid.*; et Caffentzis, 1992). Ma compréhension du nouvel ordre mondial fut par ailleurs facilitée par deux autres événements qui ont profondément retenti sur ma pratique théorique et politique. Tout d'abord, j'ai décidé à la fin des années 1970 de m'intéresser sérieusement à l'histoire des femmes pendant la transition vers le capitalisme. Cette recherche a abouti à la publication, en 1984, de *Il grande Calibano*, écrit avec Leopoldina Fortunati, et, dans un deuxième temps, à celle de *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive* (Federici, 2004).

Ensuite, mon poste de professeure contractuelle à l'université de Port-Harcourt (Nigeria), au milieu des années 1980, m'a permis d'observer les conséquences sociales dévastatrices des programmes d'austérité imposés aux « pays débiteurs » par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international, en échange de nouveaux prêts.

La recherche historique m'a apporté des éclaircissements précieux sur les « femmes dans le capitalisme » et sur le capitalisme lui-même. Elle m'a notamment permis de relier les mécanismes des politiques d'« ajustement structurel » (pièce maîtresse de la nouvelle économie globale) aux processus dont je dis, dans *Caliban et la sorcière*, qu'ils représentent le « vrai secret » de l'« Accumulation primitive » – à commencer par la croisade longue de trois siècles que le capitalisme a menée contre les femmes en organisant les chasses aux sorcières. Ce réexamen de l'essor

du capitalisme m'a également incitée à étendre le concept de reproduction à l'agriculture de subsistance, sans plus le restreindre au travail domestique, et ce faisant à « ouvrir la porte » de la cuisine sur le jardin et sur la terre, pour reprendre le titre d'un essai de Mariarosa Dalla Costa (2005). Cette nouvelle façon d'aborder le travail reproductif m'était aussi dictée par la situation au Nigeria. Dans un environnement où, malgré l'impact destructif de la production de pétrole, l'accès à la terre reste vital pour la reproduction de la vie quotidienne, où la plus grande part de la nourriture consommée dans le pays est encore fournie par une agriculture de subsistance d'abord assurée par les femmes, le concept de « travail domestique » prend forcément un sens plus large.

Les articles réunis dans la deuxième partie rendent compte de ces prises de conscience et de l'extension du champ de mes recherches, qui ont vite trouvé à se traduire dans de nouvelles pratiques politiques. Le séjour au Nigeria a déterminé mon engagement dans le mouvement altermondialiste. En Afrique, ce mouvement a surgi dès le début des années 1980, avec la formation d'organisations féministes telles Women in Nigeria et de groupes mobilisés contre les ajustements structurels. Dans leur ensemble, ces essais se proposent de décrypter l'architecture du nouvel ordre économique mondial tout en contrant les tentations réformistes présentes au sein de l'altermondialisme, mais de façon plus marquée depuis que le mouvement s'est implanté dans le monde « développé ». Contrairement à celles et ceux pour qui la vocation de l'altermondialisme serait de réformer, d'humaniser et de « genrer » la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, j'estime que ces deux institutions sont les outils des nouveaux processus de recolonisation, les armes d'un assaut capitaliste mondial contre le pouvoir des travailleurs. Dans les textes qui suivent, il est notamment question du rapport entre les vastes mouvements migratoires déclenchés au début des années 1990 par les programmes d'ajustement structurel, d'une part, et d'autre part la « mondialisation du *care* » décrite par Arlie Hochschild (2000). Ils portent également sur le lien de cause à effet entre la guerre et la destruction de l'agriculture de subsistance et, plus important, sur les motivations cachées de cette nouvelle guerre économique mondiale contre les femmes.

La critique de l'institutionnalisation du féminisme et de l'instrumentalisation de la politique féministe par le programme néolibéral de l'ONU est un autre fil rouge qui parcourt les essais de la deuxième partie. Pour celles d'entre nous qui soutiennent depuis des années que l'autonomie féministe ne se résume pas à l'indépendance vis-à-vis des hommes mais concerne aussi, surtout, l'indépendance vis-à-vis du capital et de l'État, la raréfaction des initiatives du mouvement féministe et son passage sous l'aile des Nations Unies sont une défaite d'autant plus sévère qu'au même moment cette institution mobilisait des moyens militaires et économiques pour légitimer de nouvelles guerres. Rétrospectivement, la critique sonne juste. Quatre conférences mondiales sur les femmes et une décennie dédiée à leurs droits n'ont pas amélioré le sort de la majorité des femmes, elles n'ont pas non plus incité les organisations féministes à se mobiliser contre la mainmise des grandes entreprises sur les richesses de la planète et sur l'institution même de l'ONU. La célébration de l'« empowerment des femmes » a au contraire accompagné la consécration des politiques sanglantes responsables de millions de morts, de la réquisition des terres arables et des eaux littorales converties en dépotoirs de déchets toxiques, de la migration de populations entières.

D'une ampleur historique, cette offensive contre la vie des gens pérennisée par la gestion de « crise permanente » a inexorablement poussé nombre d'entre nous à réviser nos stratégies politiques et nos perspectives. En ce qui me concerne, elle m'a amenée à reconsidérer la question du « salaire ménager » et à chercher à comprendre pourquoi, partout dans le monde, des groupes radicaux différents défendaient avec de plus en plus d'insistance la production de biens communs.

Wages for Housework considérait la « ménagère » comme le sujet social par excellence, car l'exploitation de son travail non rémunéré et les rapports de force injustes construits sur cette exploitation servent de piliers à l'organisation capitaliste de la production. Cela étant, le retour de l'« Accumulation primitive » à l'échelle planétaire, et au premier chef la formidable expansion du marché mondial du travail, fruit d'innombrables formes d'expropriation, ne me permettent plus d'écrire (comme au début des années 1970), que WfH est une stratégie qui, au-delà du mouvement féministe, s'adresse à « la classe ouvrière tout entière ».

Aujourd'hui, face aux dévaluations drastiques qui paupérisent les populations, à la prolifération des programmes de privatisation des terres, à la marchandisation de l'ensemble des ressources naturelles, la reconquête des moyens de production et la création de nouvelles formes de coopération sociale deviennent des priorités urgentes. On aurait tort, cependant, d'imaginer qu'elles peuvent se substituer aux luttes pour et autour du « salaire ». Celle, par exemple, des femmes de ménage et des « nounous » immigrées qui se battent pour obtenir la reconnaissance institutionnelle du « travail du *care* » est stratégiquement très importante, puisque, nous l'avons vu, la dévalorisation du travail reproductif est un des piliers de l'accumulation du capital et de l'exploitation capitaliste du travail des femmes. Obliger l'État à verser un « salaire social » ou un « revenu garanti » destiné à assurer notre reproduction reste de toute façon un objectif politique majeur, étant donné que l'État rançonne l'essentiel des richesses que nous produisons.

Il s'agit donc considérer la production de biens communs comme un complément et un préalable nécessaires aux revendications salariales, dans un monde où l'emploi est de plus en plus précaire, où les revenus font l'objet de manipulations constantes, où la flexibilité, la gentrification et les migrations ont détruit les formes de socialité de la vie prolétaire. Ainsi qu'on le verra dans la troisième partie, la réappropriation des terres, la protection des forêts contre les tronçonneuses, la création de fermes dans les villes ne sont évidemment qu'un début. L'essentiel, comme nous le rappellent les textes et les combats politiques d'un Massimo De Angelis et d'un Peter Linebaugh, est d'inventer des pratiques de « communalisation », à commencer par de nouvelles formes collectives de reproduction qui nous permettraient de braver les divisions tracées entre nous par les distinctions de race, de classe, de genre, d'âge et d'origine géographique. Je me suis particulièrement intéressée à ce projet, ces dernières années, et j'ai bien l'intention d'y consacrer une part importante de mon travail, à la fois à cause de la crise de la reproduction à laquelle nous assistons (qui passe notamment par la destruction de toute une génération de jeunes gens, de couleur pour la majorité d'entre eux, condamnés à croupir dans nos prisons) et en raison de la prise de conscience qui, aux États-Unis, conduit désor-

INTRODUCTION

mais les activistes à admettre qu'un mouvement qui n'apprend pas à se reproduire n'a aucune chance de perdurer (Team Colors, 2008b). À New York, cette prise de conscience inspire depuis quelques années tout un débat sur « l'auto-reproduction des mouvements contestataires » et sur le « partage du *care* », en même temps qu'elle suscite la création de structures communautaires très diverses. Conférer à la notion de « biens communs » un sens politique plus large, tel est aussi l'horizon du mouvement Occupy Wall Street, des Printemps arabes et des révoltes chroniques que les politiques d'austérité déclenchent de par le monde. Le pouvoir transformateur de ces mouvements tient en effet à leur capacité à s'approprier des espaces publics que l'État a livrés au marché, pour en faire, à nouveau, des terres communes, des biens communs.